

LIBERTÉ

ÉGALITÉ

PAPIERS

**À PARIS 20^e,
UNE CARTE
D'HABITANT·E
POUR
TOUTES
ET TOUS**

Aujourd'hui, au moment où certains cherchent à nous monter les un·e·s contre les autres, nous pensons qu'il est essentiel de nous battre pour maintenir la tradition d'un arrondissement connu comme une terre d'accueil.

Habitants du 20^e, membres d'associations, de collectifs, d'organisations politiques ou syndicales, ou simples habitants de l'arrondissement, nous avons décidé de lancer une campagne pour l'adoption d'une carte d'habitant du 20^e. Une carte pour tout·e·s les résident·e·s de l'arrondissement, quel que soit leur statut – français ou étranger.

Nous voulons marquer par un geste fort notre solidarité avec les personnes venues d'ailleurs et notre refus de nous laisser diviser et de ce fait nous laisser affaiblir. Cette lutte contre la division passe par une lutte pour l'égalité des droits – des droits élémentaires – au séjour, au travail, au logement, à la santé, à l'éducation, à la participation à la vie de la cité, dont le droit de vote, etc.

POURQUOI CETTE CARTE ?

Actuellement j'ai toujours peur. Dès que je vois une voiture de police je me mets de côté, j'observe la situation pour pouvoir m'échapper. Comment est-ce qu'on peut être égaux quand il y en a un qui marche tranquillement et que toi chaque fois que tu sors, tu penses que tu vas être arrêté.

Témoignage d'un sans-papiers

La carte pourra fournir une certaine protection, lors d'un contrôle, à tous les sans-papiers qui en sont détenteurs.

Que vous ayez ou non une carte d'identité ou un titre de séjour, nous vous invitons à l'utiliser également. Vous témoignerez ainsi de votre engagement en faveur des droits de tous les résidents.

Nous sommes bien conscients que cette carte ne sera pas une garantie absolue de protection. Au-delà du symbole, déjà très fort, l'adoption et l'utilisation de cette carte par des milliers de personnes et la campagne que nous mènerions permettraient de **sensibiliser l'ensemble de la population sur la place et la contribution des migrant·e·s. Cela permettra aussi aux sans-papiers de se sentir soutenus.**

PAROLES DE SANS-PAPIERS

Le collectif de sans-papiers du 20^e (CSP20), très actif dans l'arrondissement depuis cinq ans, est partie prenante de la campagne pour une carte d'habitant-e. Deux de ses membres, Sokhona et Tidiane nous parlent ici de leur situation et le sens que cette campagne a pour eux.

SOKHONA

Nous, on pense que tous les citoyens français qui vivent dans le 20^e peuvent nous soutenir. Cette carte j'en ai parlé autour de moi et on pense qu'elle peut nous aider à sortir, à nous intégrer dans certaines choses du 20^e et à mieux nous comprendre. Actuellement j'ai toujours peur. Dès que je vois une voiture de police je me mets de côté, j'observe la situation pour pouvoir m'échapper.

Donc comment est-ce qu'on peut être égaux quand il y en a un qui marche tranquillement dans sa tête et toi chaque fois que tu sors, tu penses que tu vas être arrêté.

La police est le premier souci pour les sans-papiers. On a vraiment besoin de vous pour que la police n'arrive pas à nous identifier et à savoir qui est sans-papiers ou avec papiers. On a besoin de cette carte qui fait l'égalité des citoyens du 20^e. Si tout le monde prend cette carte, ça montre qu'on est égaux.

LA FRANCE, PAYS DE L'ÉGALITÉ DES DROITS ?

TIDIANE

Quand on est venu ici c'était pour changer la vie pour pouvoir travailler, subvenir à nos besoins et avoir un peu pour pouvoir aider nos femmes, nos enfants ou bien nos parents. Pour pouvoir vivre dans un pays de droit - liberté, égalité, fraternité. Mais c'est tout le contraire et cela me surprend. Je pensais être sur un pied d'égalité surtout que le frère de ma grand-mère est mort pour la France dans la guerre de 14-18 mais malheureusement ce n'est pas le cas.



SOKHONA

En Mauritanie, j'ai vu dans les émissions de télé que la France c'est différent de mon pays avec sa corruption. Je me suis dit je vais tenter ma chance. C'est un pays de droit, c'est le pays de la liberté... Et maintenant je suis là je vois que **c'est le contraire. Ici ce n'est pas l'égalité non plus.** Parce que si on dit égalité, c'est les papiers aussi.

TIDIANE

Des fois quelqu'un te fait travailler deux mois et puis il te paie un mois et l'autre mois rien. Et si tu réclames il te dit tu n'as pas les papiers, tu peux partir, je vais trouver quelqu'un d'autre. Et tu es obligé d'accepter parce qu'il faut manger, il faut payer la maison et si tu as un enfant il faut envoyer 20 ou 30 euros. J'ai deux enfants, deux filles à nourrir qui sont avec ma mère au Sénégal et je ne les ai pas vus depuis 2017, à part au téléphone portable. **J'envoie de l'argent quand je peux mais je ne peux pas aller au Sénégal parce que je ne pourrai pas revenir.**

LES DANGERS DE LA TRAVERSÉE DES MERS

SOKHONA

J'étais obligé d'abandonner mes études pour aider la famille et pour venir en France je suis monté dans une pirogue pour aller d'abord aux îles Canaries. Pendant le voyage, j'étais sûr que j'allais mourir. À la dernière minute, quand il n'y avait presque plus de gas-oil, un bateau espagnol nous a sauvés.

Moi, j'ai survécu mais on a perdu beaucoup de sœurs et de frères. J'ai perdu trois de mes frères à la mer au mois de février. Quand j'ai eu ma mère au téléphone, elle était en train de pleurer parce que son fils est resté dans l'eau. Depuis 2019, dans notre village et autour plus de 500 personnes sont restées dans l'eau, sont décédées. Les gens ne savent pas si la mer va être méchante ou pas et puis un jour on ne les trouve plus.

LA SOLIDARITÉ D'ABORD !

SOKHONA

La vie dans nos pays est dure et le voyage pour venir jusqu'ici a été une lutte. Mais aujourd'hui c'est aussi une lutte. C'est un combat pour l'égalité des droits pour toutes les personnes qui vivent sur le territoire français. **Jusqu'à maintenant, si on est arrêté par la police, on pense aux soutiens, on pense à appeler le collectif, à appeler nos délégués, à appeler notre avocat pour dire qu'on a été arrêté et où on est. Et grâce à ce soutien on peut rester. Alors, vive la lutte de solidarité et vive les sans-papiers aussi!**

L'EXEMPLE DE PALERME

En 2015 au plus fort de l'arrivée des migrants, Leoluca Orlando, le maire de Palerme, ville qui accueillait à l'époque bien plus de monde que la moyenne des autres villes d'Europe, a proposé une charte de la ville. Interviewé en octobre 2016 par le journal *Le Monde*, voici comment il présentait la philosophie de la charte. « *J'estime et j'affirme que tous les résidents de la ville de Palerme sont Palermitains. Il n'y a pas de différence entre les Palermitains*

qui sont nés à Palerme et ceux qui y arrivent, et c'est pour ça qu'il faudrait abolir le permis de séjour. Ce permis de séjour est la peine de mort de notre temps, c'est une nouvelle forme d'esclavage pour les gens qui arrivent. Je suis convaincu que la mobilité internationale est un droit humain. Une personne ne peut pas mourir car un pays refuse de l'accueillir. C'est pour cette raison que nous avons adopté la Charte de Palerme et que nous

avons créé le Conseil de la culture, qui est le seul dans le monde à représenter les migrants politiquement. Les membres de ce conseil sont démocratiquement élus par les migrants, ils sont 21 membres, dont 9 femmes... ».

En 2018, Orlando a été élu maire pour la troisième fois, malgré – ou plutôt à cause de ses prises de position et ses actes sur cette question.

D'AUTRES L'ONT FAIT. POURQUOI PAS NOUS ?

Depuis les années 1980 aux États-Unis, puis un peu partout dans le monde il y a eu des expériences de « villes sanctuaires » ou « villes refuges » qui ont produit des cartes d'habitant·e, des expériences dont nous pouvons nous inspirer.

UN EXEMPLE, LA COMMUNE DE PARIS

Cette année, nous célébrons le 150^e anniversaire de la Commune de Paris, à laquelle les habitant·e·s du 20^e ont largement participé. **Rappelons-nous que parmi toutes les mesures progressistes allant dans le sens de l'égalité des droits, tout·e participant·e à la Commune était considéré·e automatiquement comme citoyen·n·e, quel que soit le pays de sa naissance.**

Parmi les plus actifs on trouvait des personnes nées à l'étranger dont un élu, Léo Frankel.

De gauche à droite et de haut en bas : Léo Frankel, d'origine hongroise, élu au Conseil de la Commune, Anna Jaclard, journaliste et militante féministe, d'origine russe, Paule Minck, franco-polonaise, membre de l'Union des femmes et du comité de vigilance de Montmartre, Jaroslav Dombrowski, général de la Commune, d'origine polonaise, Élisabeth Dmitrieff, d'origine russe, membre de l'Union des femmes...



LE 20^E, HISTORIQUEMENT UNE TERRE D'ACCUEIL

Aujourd'hui comme hier, partout dans le monde des êtres humains quittent leur pays, souvent pour fuir des guerres, des famines, des persécutions religieuses, ethniques ou politiques, pour permettre la survie de leur famille ou tout simplement pour chercher une vie meilleure. Aujourd'hui, après avoir traversé, au péril de leur vie, déserts, montagnes ou le cimetière qu'est devenue la Méditerranée, des migrant·e·s arrivent en Europe, en France et pour un certain nombre dans le 20^e.

Arrondissement populaire, le 20^e a toujours été une terre d'accueil pour des générations de migrant·e·s venu·e·s des quatre coins du monde. Et c'est notre fierté de vivre dans un arrondissement où des dizaines de milliers de personnes d'origines différentes ont réussi à forger un avenir commun.

ENSEMBLE POUR L'ÉGALITÉ RÉELLE DES DROITS!

Aujourd'hui, des voix malfaisantes se font de plus en plus entendre pour nous monter les un-e-s contre les autres en prétendant que l'arrivée des migrants serait responsable de tous nos maux - du chômage, du manque de logements, des classes surchargées, des difficultés d'accès à la santé, etc.

Mais ce ne sont pas les migrants qui ces dernières années ont organisé les plans de licenciements massifs. Ce ne sont pas eux qui ont fermé les dizaines de milliers de lits d'hôpitaux, ni les classes des écoles...

Après la seconde guerre mondiale, des millions de migrants ont participé pleinement à la reconstruction du pays et continuent aujourd'hui à contribuer activement à son enrichissement économique et culturel. Il n'y a aucune raison logique

(en tout cas humaine) à ce qu'ils et elles ne puissent pas faire de même demain.

Personne ne peut nier que dans notre vie quotidienne nous sommes confrontés à des problèmes souvent importants. Notre souhait pour demain est non seulement de pouvoir vivre ensemble avec tous les habitants du 20^e quelle que soit leur origine mais aussi de travailler ensemble, de lutter ensemble contre les véritables responsables de nos difficultés et pour bâtir ensemble une

vie meilleure pour nous toutes et tous.

Aujourd'hui, nous lançons cette campagne dans le 20^e, là où nous vivons. Nous voulons que cela se généralise. Si dans d'autres arrondissements de Paris et au-delà des associations, collectifs, organisations et simples habitant-e-s décident de faire pareil, nous serons ravis de nous unir dans une campagne plus large et riche des expériences des un-e-s et des autres.

LIBERTÉ

ÉGALITÉ

PAPIERS

**ÉGALITÉ DES DROITS
POUR TOUS!
PERSONNE N'EST ILLÉGAL!**

Si vous souhaitez participer
à notre campagne, contactez-nous.

liberte.egalite.papiers@gmail.com

PREMIERS SIGNATAIRES DANS LE 20^E ARRONDISSEMENT

20^e Solidaire - La Maison du Bas Belleville - La 20^e Chaise - ALCIR - ATTAC -
Association autremonde - CIP20 Citoyennes Interculturelles Paris 20^e -
CSP 20 - La Coordination des foyers du 20^e (Amandiers, Annam, Bisson, Duée,
Docteur Gley, Mûriers, Pyrenées, Retrait) - COPAF - Centre social Étincelles - FASTI
- LDH - MRAP - Le Paria - Nogozon - RESF - UJFP - Compagnie TAMÈRANTONG! -
CGT Éducation - CNT Éducation - Émancipation - Sud Santé Tenon - EELV -
Ensemble - FI - Génération.s - NPA - PCF - PEPS